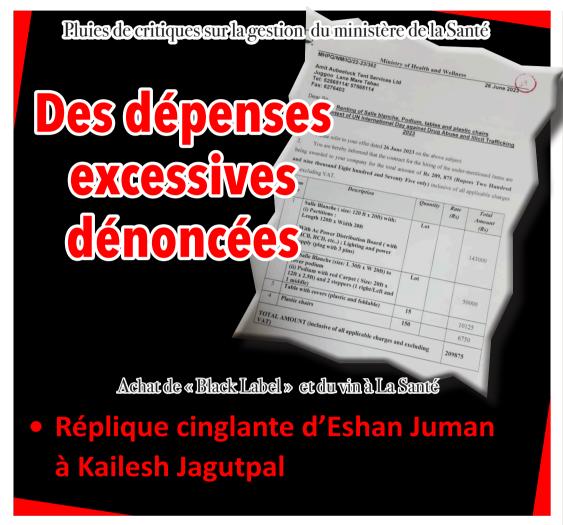


You Tube





« Des démarches qui portent atteinte aux libertés fonda mentales et à la vie privée des citoyens »

Réenregistrement des cartes SIM

et nouvelle ID Card digitale Fabrice David, député du PTr

Corexsolar

Joanna Bérenger: « Joe Lesjongard pe zwe sove »







Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

https://www.sundaytimesmauritius.com/news/





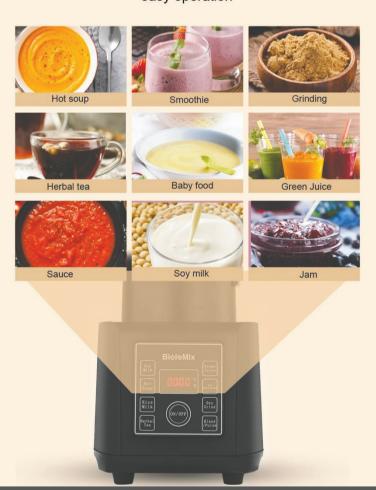




- Unique hot & cold functions
- Heats up to 100°
- Heavy duty motor 38000 RPM
- Overheat protection system
- High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature



Nutritious and delicious easy operation



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: **216 0602** / **5 922 3392** / **5 784 4488**

Pluies de critiques sur la gestion du ministère de la Santé

Des dépenses excessives dénoncées

Le ministère de la Santé demeure sous les feux des projecteurs. Après la situation catastrophique dans les hôpitaux, c'est au tour de la gestion, plus précisément les achats et les dépenses effectuées dans le cadre de divers événements, de faire l'objet des interrogations. Au sein de ce ministère d'ailleurs, les langues se délient. L'on fait état de mauvaise utilisation

ressources, dont financières.

À titre d'exemple, il s'avère, selon un document officiel, qu'un contrat de Rs 209 875 a été alloué le 26 juin 2023 pour la location d'une salle blanche, d'un podium ainsi que des tables et chaises. Et ce dans le sillage de la tenue d'une fonction pour marquer la journée internationale contre

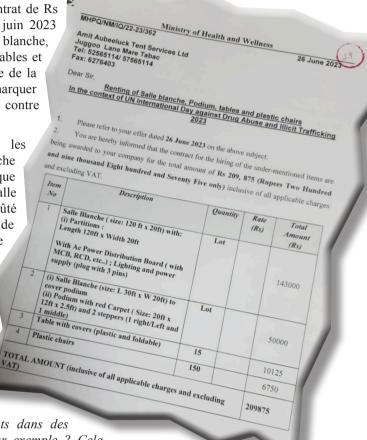
Selon ce document, partitions de la salle blanche l'installation électrique ont coûté Rs 143 000, la salle blanche et le podium ont coûté Rs 50 000 alors que le coût de 15 tables pliables en plastique avec nappes s'élève à Rs 10 125, soit Rs 675 l'unité. Les 150 chaises en plastique, elles, reviennent à Rs 6750.

l'abus et le trafic de drogue.

Or, selon des préposés du ministère, ces dépenses exagérées, seraient voire inutiles dans certains cas. « Pourquoi

ne pas tenir ces événements dans des centres communautaires, par exemple ? Cela aurait été plus judicieux et le coût moindre. Le budget restant aurait pu ainsi être utilisé dans la campagne de sensibilisation contre la drogue elle-même », nous dit une source proche du

Plusieurs autres dépenses de ce genre sont d'ailleurs relevées. Si certaines sont justifiables, d'autres le seraient moins, le montant étant excessif, nous explique-t-on.



Visite de courtoisie

Le ministre des Affaires étrangères du Sri Lanka se rend chez le Dr Navin Ramgoolam

U.M. Ali Sabry, ancien ministre des Finances et actuel ministre des Affaires étrangères du Sri Lanka, a rendu une visite de courtoisie à l'ancien Premier ministre et leader du PTr, le Dr Navin Ramgoolam. C'était à la résidence de ce dernier à Riverwalk hier, samedi 18 novembre 2023.





Achat de « Black Label » et du vin à La Santé

Réplique cinglante d'Eshan Juman à Kailesh Jagutpal

¬ n voilà une autre histoire de « *Black Label* » qui met le gouvernement dans l'embarras. Mais pas que ! Cette ✓ fois-ci, du vin rouge, blanc et rosé est aussi concerné. L'acquéreur est le ministère de la ... Santé! Et oui, contre toute attente. C'est le député Eshan Juman qui l'avait révélé sur Radio Plus le 10 novembre dernier. Le ministre Kailesh Jagutpal, présent alors sur le plateau, s'était défendu en disant que « tou les fins d'année, nou donne dimoune champagne, chocolat. Li malheureusement li pe croire ki ministère pe asté champagne. Après mo dire ou ene lot zafer enkor. Des fois nou gagne cado. Seki gagne cado la nou retourne cado la dans ene lot façon parski nou pa servi. Si Eshan Juman pe croire ki nou prend l'argent ministère nou pe fer sa, be li pe

Or, Eshan Juman ne rêvait pas. Sa réplique ne s'est pas fait attendre. Lors du meeting de l'opposition à Chemin-Grenier vendredi, le député travailliste a brandi un document qui démasque clairement les mensonges du ministre de la Santé. D'abord, celui-ci démontre que la transaction a été faite le 30 mars 2023, et que le paiement a été effectué le 19 mai 2023. Ce qui est loin des fêtes de fin d'année. Et ensuite, il indique qu'il ne s'agissait pas de cadeaux puisqu'un paiement de plus de Rs 12 000 a été fait par le ministère de la Santé



bouteille de whisky « Black Label » et trois bouteilles de vin rouge, blanc et rosé auprès d'un centre commercial.

Une explication du ministère de la Santé est ainsi attendue. Il faut que le ministre Jagutpal explique si ces achats ont été approuvés par le ministère et à quelle fin, exige Eshan Juman. Était-ce pour recevoir un dignitaire étranger ? Si tel est le cas, les détails relatifs doivent être divulgués, en précisant l'identité de l'invité en question, le lieu du déjeuner ou du dîner, la liste des invités, tout en indiquant aussi si l'invitation avait été faite au téléphone ou par carte d'invitation officielle. « Est-ce qu'ils ont dîné au ministère ou dans un hôtel ? Si c'est dans un hôtel, sous la provision des « entertainments », pourquoi est-ce donc le ministère qui a acheté ces bouteilles d'alcool? Et si c'est un cadeau, est-ce l'exemple que veut donner le ministère de la Santé? », s'interroge Eshan Juman.

sundaytimes75

Corexsolar

Joanna Bérenger : « Joe Lesjongard pe zwe sove »

'affaire CorexSolar, révélée en septembre par la députée du Mouvement Militant Mauricien (MMM), Joanna Bérenger, continue de susciter la controverse. Elle met en lumière un contrat de Rs 5 milliards octroyé à la firme réunionnaise 'CorexSolar International Ltd' par le 'Central Electricity Board' (CEB).

Actuellement, CorexSolar est confrontée à des difficultés pour finaliser le site de sa nouvelle ferme photovoltaïque, prévue dans le cadre de ce projet de Rs 5 milliards. La société n'a pas encore obtenu le titre de propriété du terrain prévu pour le développement de deux projets de 30 MW.

Joanna Bérenger estime que le contrat avec CorexSolar aurait dû être annulé dès que le scandale a éclaté. « Pourquoi le CEB a-t-il approché l'équipe légale de CorexSolar ? La date butoir est déjà passée. Ces gros projets passent par le 'Fast Track Committee' qui tombe sous le PMO. Donc, ils sous-entendent que

le PMO va intervenir pour accélérer l'obtention des permis, mais s'ils n'ont pas d'accord avec le propriétaire du terrain, je ne vois pas comment ça va se faire (...), et surtout comment ils justifieront une telle faveur en termes d'extension de délai! », dit-elle.

Toujours selon la députée de la circonscription no 16, jusqu'à l'heure, le dossier pour les projets de 30 MW n'est pas encore arrivé au PMO. D'ailleurs, elle s'interroge sur la raison pour laquelle le dossier doit passer par le bureau de Premier ministre. « Pourquoi accorder tant de faveur à cette compagnie ? Estce que le CEB prendra les pénalités de Rs 360 000 par jour de CorexSolar? Pourquoi Joe Lesjongard ne dit pas la vérité? », se demande Joanna Bérenger.

La firme réunionnaise est sujette à des pénalités d'au moins Rs 360 000 par jour tant que le CEB n'aura pas obtenu satisfaction sur ces conditions. Ces pénalités seront directement déduites des Rs 180 millions déjà versées par CorexSolar International Ltd à la direction du CEB en guise de garantie.

La députée souligne que les pénalités de Rs 360 000 par jour ne sont pas la seule sanction pesant sur la firme réunionnaise.

Elle affirme que des efforts sont déployés en coulisses pour garantir le succès du projet. Dans cette perspective, elle annonce son intention de poser une question parlementaire (PQ) pour obtenir des réponses claires.

Joanna Bérenger prévoit de questionner Joe Lesjongard sur la conformité du contrat CorexSolar aux critères établis. Elle souhaite obtenir des éclaircissements sur l'accord d'achat d'électricité entre la CEB et Corex Solar, notamment en ce qui concerne les deux projets de 30 MW. Elle demande si le vendeur a respecté toutes conditions préalables énoncées dans la clause 3.1.2 de l'accord dans le délai de 9 mois à compter de la 'Long Stop Date'. Si ce n'est pas le cas, elle demande pourquoi et quelles mesures seront prises en conséquence.

Patrick Assirvaden: « Nous avions raison depuis le début »

Le responsable du dossier Energie du PTr, Patrick Assirvaden, est catégorique. « Nous avions raison depuis le début quand nous disions que le CEB a favorisé 'CorexSolar Int Ltd' pour l'octroi de ce contrat à Rs 5 milliards », dit-il.

Dans ce cadre, il déclare que le PTr demande trois choses après avoir étudié le dossier : Que le dossier de CorexSolar ne soit plus sous la responsabilité de la 'legal team' du 'Central Electricity Board' (CEB), que la démission du ministre de tutelle Joe Lesjongard, pour amateurisme et favoritisme, et que le CEB et le gouvernement lancent un nouvel appel d'offre pour ce projet de firme photovoltaïque de 30MW.

EDITO

Sniffing Island



Par Zahirah RADHA

ouissons-nous toujours nos droits et de nos libertés fondamentales dans ce pays en voie d'autocratie ? La question se pose au vu des diverses tentatives de surveillance que veut nous imposer le gouvernement. Une démarche qui ne date pas d'hier, mais depuis des années. Rafraîchissons la mémoire de nos lecteurs. Le régime en place avait d'abord voulu nous épier à travers les réseaux sociaux. Et ce grâce aux amendements qu'il comptait apporter à l'ICT Act durant le premier trimestre de 2021, alors que le pays passait par des moments difficiles dû à la Covid-19. La raison officielle avancée. c'est qu'il fallait réguler les « abuse and misuse » sur les plateformes digitales. Le 'Consultation paper' circulé par l'ICTA, chargée de cette mission d'espionnage, avait alors soulevé un tollé, puisque tout un arsenal de surveillance et de mesures répressives allait être mis en place pour bloquer la liberté d'expression, non pas des prédateurs mal intentionnés uniquement, mais de tous les utilisateurs des applications comme Facebook, WhatsApp, Instagram, et autres.

Il était question d'installation d'un outil visant à décrypter le trafic sur les réseaux sociaux. Les contenus pouvaient ainsi être filtrés et scannés avant que certains ne soient bloqués ou archivés. Ce qui aurait exposé toutes nos communications à l'œil du gouvernement, en sus de pouvoir les contrôler et les censurer. Sans compter que nos activités en ligne couraient le risque d'être tracées et piratées. Plusieurs organismes, y compris Facebook et Mozilla, avaient d'ailleurs émis des critiques contre l'approche de l'ICTA. « The amendments specify technical measures such as self-signed digital certificates that will be used as trust anchors, by which the Mauritian government can intercept, decrypt, re-encrypt and store Internet traffic data. [...] The proposed approach would, however, have severe and disproportionate implications for privacy and security for Mauritian citizens, as well as others abroad, while doing little to address the stated concerns », avait écrit Marshall Erwin, Chief Security Officer, de Mozilla Corporation. Ce qui équivalait à une claque magistrale à l'ICTA qui avait auparavant eu l'outrecuidance d'évoquer des « rampant fake news propagated by illintentioned persons on the web ».

C'est finalement grâce à une opposition ferme menée par des acteurs de divers domaines qu'on en n'a plus entendu parler après la fin des consultations. Aujourd'hui, ces mêmes libertés fondamentales sont de

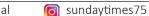
nouveau menacées, cette fois-ci avec le réenregistrement des cartes SIM. Sans que les Mauriciens ne le réalisent, cet exercice met en péril nos données personnelles. Et une fois de plus, c'est l'ICTA qui a été chargée de cette sale besogne. La direction de l'organisme nie que nos données seront partagées ou conservées. Mais les faits restent que celles-ci seront définitivement partagées une fois que les opérateurs passent par l'ICTA, à travers un 'middleware' dont l'organisme refuse de divulguer les spécifications, pour les vérifier sur la base de données de la 'Civil Status Division' et du 'Passport and Immigration Office' (PIO). Des questions se posent aussi sur l'utilité des photos requises, la base de données existantes - si elle est de nature biométrique ou pas -, et l'objectif réel de cet exercice de réenregistrement à quelques mois seulement des élections prochaines générales. Jusqu'ici l'ICTA ne s'est pas montré rassurant. D'autant que la raison mise de l'avant pour justifier cette mesure n'est point convaincante.

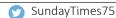
Dans une réponse parlementaire en date du 24 octobre, le Premier ministre explique que cet exercice était rendu nécessaire après le rapport Lam Shang Leen qui avait fait état de l'utilisation des 'Black Phones' par des trafiquants de drogues dans les prisons. Un rapport qui date de juillet 2018 et qui fait spécifiquement allusion aux touristes et aux travailleurs étrangers lorsque ces 'Black Phones' sont évoqués, comme le

souligne avec raison le député Fabrice David (voir en page 6). Ce qui ne justifie pas pourquoi tous les 2, 3 utilisateurs des SIM cards mauriciennes doivent être inquiétés. Surtout que l'on sait que des trafiquants de drogues regorgent d'astuces leur permettant de communiquer, qu'ils soient incarcérés ou pas. Pravind Jugnauth, et l'ICTA qui suit le pas aveuglément, n'ont sans doute pas lu le rapport du 'National Institute of Justice' (NIJ) qui date du 2 juin 2023. Il préconise toute une série de mesures ciblées et efficaces pour prévenir l'utilisation des téléphones portables par des barons de drogue dans les prisons, allant de microjamming au radio frequency detection.

Trop de choses suspectes sont passées pour qu'on croit en la sincérité de ce gouvernement. N'oublions pas le « data capture » effectué à Baie-du-Jacotet par Missié Moustas dans l'affaire « sniffing gate ». Gardons bien tête que 'DNS International Ltd' a acquis des équipements soupconnés d'espionnage au coût de plusieurs millions de dollars auprès de la compagnie israélienne 'Verint Systems Ltd' pour le compte du 'Prime Minister's Office'. Pour quoi faire? L'on ne sait pas. Tout cela nous amène à croire qu'il y a un 'trend' précis qui se dessine, à l'approche des prochaines élections. Parallèlement aux barons qui font 'sniffer', ingurgiter ou injecter de la drogue à nos jeunes, nous devons aussi nous méfier de ceux qui 'sniffent', interceptent et conservent nos données.









Anse-la-Raie

Vashish Bijloll: « C'est pas enn mouvement de l'opposition!»

Les habitants d'Anse-la-Raie sont toujours dans l'attente des détails du 'MasterPlan' pour le réaménagement du territoire pour les projets prévus dans cette région. Si initialement des soupçons circulaient quant à un développement hôtelier, il est désormais confirmé que les terres d'État ont été allouées à 'Luxury Suite Ltd', une entreprise appartenant à un proche du pouvoir, Avinash Gopee.

Pour Vashish Bijloll, porte-parole des habitants qui se sont ralliés pour dénoncer et s'opposer à ce projet, des réactions commencent à émerger après leurs prises de positions fermes lors d'une réunion organisée il y a maintenant deux semaines. « Si nous étions restés tranquilles, rien n'aurait bougé. Nous ne nous arrêterons pas là. Une pétition circule pour dire stop à ces développements, et une grande marche est prévue très bientôt. La plateforme est reconnaissante envers le député Osman Mahomed pour son expertise en la matière. Nous poursuivons notre combat. Des réunions de sensibilisation sont également prévues. Nous ne resterons pas les bras croisés », s'insurge-t-il.

Le porte-parole des habitants dénonce également les manœuvres du gouvernement visant à associer cette plateforme citoyenne à l'opposition parlementaire. « C'est un ralliement de citoyens qui s'opposent à un développement sans consultation avec les habitants! Zot pe rod fer kroir ki c'est enn mouvement de l'opposition. *C'est faux!* », explique-t-il.

Osman Mahomed: « Après Anse-la-Raie, maintenant Palmar! »

Le député du Parti Travailliste (PTr) Osman Mahomed posera une question parlementaire ce mardi 21 novembre et interrogera le Deputy Prime Minister et Ministre du Logement, Steeven Obeegadoo, concernant des réaménagements de territoire quasi similaires ceux d'Anse-La-Raie, mais cette fois à Palmar.

Selon lui, des stations du ministère de l'Agriculture dans l'est seront rasées pour faire place à des projets hôteliers et immobiliers. « C'est presque le même mode opératoire. Faire des hôtels de luxe. Qui bénéficiera de ces terres ? Des proches du pouvoir... », conclut-il.

Incidents à la Citadelle

Le prêcheur Belall Maudarbux détenu en dépit d'un alibi confirmé par un travailleur social

l est détenu au centre de détention de Moka depuis mardi soir. Belall Maudarbux, un prêcheur très connu de Plaine-Verte, a été arrêté par les enquêteurs de la 'Major Crime Investigation Team' (MCIT), dirigée par le surintendant Heman Dass Ghoorah. Mercredi matin, il a comparu devant la cour de district de Port-Louis sous deux chefs d'accusation provisoires de 'Conspiracy to commit a crime' et de 'Taking part in an unlawful assembly'. La police s'est opposée à sa libération sous caution. Le même jour, son avocat, Me Assad Rujub, a déposé une requête pour sa libération conditionnelle, et l'affaire a été fixée au 27 novembre prochain.

Belall Maudarbux aurait présenté un alibi durant son interrogatoire. Il aurait affirmé qu'au cours de la soirée du 21 octobre dernier, il se trouvait en compagnie du travailleur social Ali Jokhun à la rue Desforges de 20h à 23h, et qu'il n'était à aucun moment à La Citadelle. Immédiatement, les policiers ont convoqué Ali Jokhun aux casernes centrales pour l'interroger. Le travailleur social, très respecté à Plaine-Verte, a expliqué en détail que ce jour-là, Belall Maudarbux se trouvait effectivement en sa compagnie à la rue Desforges pendant près de trois heures, soit de 20h à 23h. De nombreux habitants de la capitale et des habitués de la rue Desforges affirment qu'Ali Jookhun, Belall Maudarbux et plusieurs autres individus ont l'habitude de se rencontrer aux coins des rues La Paix et Desforges. Malgré son alibi, il a été placé en état d'arrestation.

Cette affaire suscite des interrogations à tous les niveaux. Comment la police a-t-elle pu arrêter un suspect qui a fourni un alibi? Où sont les enregistrements des caméras Safe City ? De plus, la personne qui a confirmé la présence de Belall Maudarbux à la rue Desforges est un travailleur social respecté et membre de la 'Special Education Needs Authority' (SENA) du ministère de l'Éducation.

Mardi dernier, le prêcheur s'est rendu aux Casernes centrales suite à un appel des enquêteurs. Accompagné de son avocat, Me Assad Rujub, il a donné ses explications. Ensuite, il y a eu l'exercice d'identification lors duquel deux policiers l'ont formellement identifié. Ils affirment avoir confirmé la présence du suspect sur les lieux, à la Citadelle, et l'avoir même entendu dire aux organisateurs de la fête de mettre un terme au concert, menacant de semer le trouble s'ils n'obtempéraient pas. À ce jour, le nombre d'arrestations pour ces incidents du 21 octobre est déjà passé à 30, la grande majorité étant en détention en cellule policière ou à la prison.

Shehzaad Seeroo libéré sous caution

Shehzaad Seeroo a été libéré sous caution après que la police a retiré son opposition. Arrêté le vendredi 3 novembre dernier, il a passé 20 jours en détention policière. Mercredi dernier, alors que les débats entourant la motion de sa libération sous caution devaient se poursuivre, le procureur de la police a informé la magistrate Shavina Jugnauth que la police ne s'opposait plus à sa libération sous caution. Shehzaad Seeroo a dû fournir une caution de Rs 25 000 et signer une reconnaissance de dette de Rs 200 000.

Rave Party

Paul Bérenger : « La police pe zwe enn rol bien louche»



ors de la conférence de presse du Mouvement Militant Mauricien (MMM) hier, samedi 18 novembre, Paul Bérenger a déploré le rôle de la police dans l'affaire 'Rave Party', tenue selon ce dernier dans 'karo kann' entre Fond du Sac et Triolet dimanche dernier.

Le leader des mauves évoque également la facilité avec laquelle les personnes arrêtées dans cette affaire ont pu retrouver la liberté. D'habitude, la police objecte à la remise en liberté des 'trafiquants de drogues'.

« Nous demandons à ce que la liste des personnes arrêtés dimanche dernier soit rendue publique. La police pe zwe enn role bien bien louche ladan. Nous avons des renseignements que des téléphones 'inn marse' ce soir-là. Nous suivons de très près toute cette affaire au MMM », a dit Paul Bérenger.

« Il aurait fallu que cette enquête soit menée par un juge ou un magistrat », a-t-il déclaré.

Le leader du MMM s'est aussi attardé sur les meeting/congrès à succès de l'alliance de l'Opposition parlementaire (PTr-MMM-PMSD). Il a également annoncé que le prochain meeting sera à Rose-Hill, le 3 décembre prochain, pour les circonscriptions 17, 18,

Pour conclure, Paul Bérenger a également lancé un appel à un cessez le feu immédiat dans la Bande de Gaza et dans la West Bank en Palestine.

Post diffamatoire

Le Dr Farhad Aumeer s'en remet à la police

Il ne compte pas se laisser faire. Le député travailliste Farhad Aumeer s'est rendu au CCID vendredi pour dénoncer un post « hautement diffamatoire » contre lui. Il était accompagné de son homme de loi, Me. Sanjay Bhuckory, SC. Le député



du no. 2 explique qu'il est la cible d'allégations « frivoles, malicieuses et fausses » visant à le nuire professionnellement et politiquement. Il croit savoir que c'est un politicien qui est derrière ces machinations à son égard. D'ailleurs, précise-t-il, ce n'est pas la première fois qu'il fait l'objet de telles publications.

Ne se laissant nullement intimider, le Dr Farhad Aumeer se dit donc déterminé à démasquer ceux qui lui en veulent pour des raisons bassement politiques. D'où sa décision de s'en remettre à la police. D'ailleurs, rappelle-t-il, son fils avait été agressé à Quatre-Bornes il y a quelques semaines de cela. Ce qui lui fait poser des questions. « Tou sa fine pousse moi pou tire au clair ki sanla ki pé fer ene character assassination et ki trouve moi ene gêneur dans la vie politique de certains ou dans so carrière », lance-t-il.









Réenregistrement des cartes SIM et nouvelle ID Card digitale Fabrice David, député du PTr

« Des démarches qui portent atteinte aux libertés fondamentales et à la vie privée des citoyens »

« Nous sommes entrés dans une nouvelle ère où tout ce que nous faisons, tout ce que nous disons, et tout ce que nous décidons sera potentiellement observé, espionné et probablement détourné ». C'est le député travailliste du no. 1, Fabrice David qui le dit...

Zahirah RADHA

Q : Vous aviez interpellé le Premier ministre sur le réenregistrement des cartes SIM le 24 octobre dernier. Quelles sont vos appréhensions à ce

Au-delà des appréhensions, il y surtout une grosse interrogation sur l'utilité de cette mesure. Le Premier ministre justifie cette démarche en disant que cela fait suite à une recommandation du rapport Lam Shang Leen qui, rappelons-le, date de juillet 2018. Celui-ci avait fait état des SIM Cards qui sont utilisées par des trafiquants de drogue. Selon le Premier ministre donc, le réenregistrement des cartes SIM vise à faire le « tracking » des barons de la drogue.

Il a d'ailleurs cité trois sections du rapport Lam Shang Leen, nommément 3.26, 3.28 et 11.8 pour soutenir ses explications. Lorsque j'ai vérifié ces sections, j'ai vu qu'elles étaient plutôt axées sur deux groupes spécifiques : les touristes et les travailleurs étrangers. D'où mon interrogation : pourquoi cibler toute une population, incluant la diaspora mauricienne qui a des cartes SIM alors que le rapport se concentre sur deux groupes spécifiques?

Q : La raison avancée par le Premier ministre n'est donc pas justifiable, selon vous?

La raison qu'il avance manque de cohérence par rapport à ce qui a été dit dans le rapport Lam Shang Leen. Il y a une incohérence entre la cause et la conséquence. D'ailleurs, il ne m'a suffi que 30 secondes pour détruire tous les arguments avancés par le Premier ministre durant sa réponse liminaire de 23 minutes. le lui ai demandé comment les autorités feront-elles pour tracer les trafiquants de drogue s'ils utilisent une SIM Card de l'étranger pour communiquer à travers des applications comme WhatsApp et Signal. Il s'est bien évidemment emporté car j'ai fait voler en éclats toutes ses justifications qui ne tiennent pas la route. Il est en train de bousculer 2, 3 millions d'utilisateurs de SIM cards pour cet exercice alors que les trafiquants de drogue, qui sont supposément la cible principale de ce nouveau règlement, n'ont qu'à le contourner pour effectuer leurs appels et autres communications.

Q : Quelle est donc la réelle raison de cette démarche, selon vous ?

C'est clair qu'ils sont en train de constituer une base de données sur la population mauricienne, ou plus précisément sur les électeurs mauriciens. Le rapport Lam Shang Leen date de juillet 2018. Et ce n'est que maintenant, en novembre 2023, soit cinq ans après sa publication, qu'ils viennent l'implémenter. Tout cela pour compiler des données, avec comme date butoir le 30 avril 2024, précisément six mois avant les prochaines élections générales. Il est clair, pour moi, qu'ils sont en train de constituer une base de données en relation avec les élections générales à venir.

Q : Pouvez-vous être plus spécifique ? Voulez-vous dire que ces données seront utilisées pour influencer les électeurs ?

Dès que vous aurez la base de données de 2, 3 millions d'utilisateurs de SIM Cards, vous serez en mesure de connaître tous les détails, incluant les numéros de téléphone, l'adresse et les données civiles d'une personne. Ce n'est pas tout. Une photo de l'utilisateur d'une carte SIM est également requise lors du réenregistrement. Une précision de taille que le Premier ministre n'avait pas fournie quand je lui avais posé ma question parlementaire. Selon lui, les citoyens mauriciens ne doivent que produire leur carte d'identité nationale ou leur passeport et une preuve d'adresse. Or, tel n'est pas le cas, leur photo étant également requise. Une fois qu'ils auront toutes ces données, ce sera facile pour eux de tracer les 'trends' des utilisateurs des cartes SIM de les contacter directement par SMS ou autres messageries, et de les cibler dans un contexte électoral.

Q: Au-delà de ce que vous venez de dire, il y a aussi une crainte que les données de ces 2, 3 millions d'utilisateurs ne soient partagées puisqu'elles passent des opérateurs de téléphonie mobile à la 'Civil Status Division' et au 'Passport & Immigration Office' (PIO) à travers l'ICTA aux fins de vérification. Cela vous inquiète-t-il?

Bien sûr! Il faut savoir qui a accès à ces données, qu'elles soient civiles ou biométriques, une fois qu'elles sont stockées. Qui peut les utiliser et qui peut les détourner ? Je rappelle qu'en 2021, le Premier ministre avait déclaré au Parlement que la base de données biométriques du 'Mauritius National Identity Card' (MNIC), avait été supprimée en septembre 2015, à. La suite du jugement dans l'affaire Mahadewoo. Est-ce vrai ? Cette base de données a-t-elle effectivement été supprimée ou y a-t-il toujours une base de

données biométriques sur la population mauricienne?

Il faut savoir que les données biométriques concernent les empreintes digitales et les points de reconnaissance faciale d'une personne. Selon le jugement rendu dans cette affaire qu'avait intentée le Dr Mahadewoo contre l'État, une dérogation avait été donnée en ce qu'il s'agit de la carte d'identité biométrique. Ainsi, conformément à ce jugement, les empreintes digitales peuvent être stockées pour une durée maximale de sept jours, uniquement pour permettre leur saisie dans la puce de la carte d'identité nationale avant que celle-ci ne soit générée. Une fois cette étape complétée, ces données doivent être détruites, car c'est anticonstitutionnel de les garder.

Q : Vous vous intéressez également de près à la nouvelle carte d'identité nationale. Pourquoi cet intérêt? Cachet-elle également d'autres desseins qui nous échappent ?

Oui, j'avais prévu une autre question parlementaire à ce sujet mardi dernier. Mais le Premier ministre a pris trente minutes pour répondre à une question de l'Hon. Tour sur la police, avec la complicité des backbenchers du gouvernement et du Speaker. Je me demande s'il ne l'a pas fait délibérément afin de ne pas répondre à ma question qui se trouvait juste après sur l'agenda. La nouvelle carte d'identité biométrique digitale sera en vigueur à partir de février 2024, encore une fois pile durant l'année des élections. Un premier batch de 200 000 cartes a été commandé Ce qui fait que 20% des électeurs, soit 200 000 sur les 991 000 électeurs enregistrés, auront probablement déjà la nouvelle carte d'identité digitale. Cette nouvelle ID card digitale sera-t-elle utilisée pour les prochaines élections générales ? C'est ce que je voulais savoir. Et si oui, comment compte-t-on authentifier l'identité des électeurs qui l'utiliseront ? Je voulais également savoir quel type d'équipement sera utilisé pour lire cette nouvelle carte.

Q: Pensez-vous qu'il y a des possibilités de manipulation des données ?

Il faut d'abord comprendre que cette nouvelle ID card sera sous deux formes : la carte physique qui comporte une puce électronique telle qu'on a actuellement et ensuite une carte virtuelle/ dématérialisée qui sera accessible sur votre smartphone.

Venons-en faits maintenant importants: facteurs



d'abord l'identification et ensuite l'authentification. Pour authentifier, il faut vérifier. Pour vérifier, il faut comparer. Mais à quoi le compare-t-on ? Cela ne peut évidemment être qu'à une base de données. D'où ma première question : existe-t-il toujours une base de données centralisées comportant des données biométriques alors qu'elle est supposée avoir été détruite depuis 2015 ?

Ensuite, il faut savoir quel dispositif sera mis en place pour prévenir la fraude puisque cette nouvelle carte d'identité sera en partie dématérialisée. Comment va-t-on assurer la confidentialité des informations et la sécurité de l'identité numérique sur un smartphone alors que la possibilité de manipuler ou de pirater des données existe?

O : Vous craignez donc que de fausses cartes d'identité virtuelle ne soient utilisées aux prochaines élections ?

Cette possibilité existe bel et bien!

Q: Il y a d'abord eu la tentative, avortée par la suite, de surveiller les réseaux sociaux par l'ICTA. Maintenant avec le réenregistrement des cartes SIM et l'introduction de la carte d'identité digitale, estimez-vous que tout cela s'insère dans un objectif précis?

Le *trend* qui se dessine clairement depuis les quatre dernières années sous ce régime se résume en deux mots : Big Brother. Big Brother is watching you. Ce sont clairement des démarches qui visent à porter atteinte aux libertés fondamentales et à la vie privée des citoyens. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère où tout ce que nous faisons, tout ce que nous disons, et tout ce que nous décidons sera potentiellement observé, espionné et probablement détourné. N'oubliez pas que nous faisons aujourd'hui face à un régime qui, dans sa tête, n'a pas le droit de perdre aux prochaines élections. Nous crions donc aux dangers et nous appelons





Quatre-Bornes

Le métro tue les commerces!

e constat est unanime : le métro et le manque de places de stationnement ont un impact dévastateur sur les commerces, les étouffant peu à peu. Les embouteillages monstres, particulièrement en heure de pointe, font du trajet en ligne droite vers la municipalité de Quatre Bornes, via St-Jean Road, une épreuve d'au moins 18 minutes en voiture. Une dizaine de personnes nous ont relaté le calvaire qu'elles vivent au quotidien.

C'est auprès de la municipalité qu'une gérante de magasin de vêtements, Malini, a exprimé ses préoccupations. Elle relate les défis auxquels elle fait face pour maintenir son commerce en vie. « Les fêtes de fin d'année approchent, une période cruciale pour nos recettes. Cependant, je crains que nous ne puissions réaliser un bon chiffre d'affaires cette année, en raison du manque de parking pour nos clients. Même moi, mon époux doit me déposer et venir me récupérer dans l'aprèsmidi. Les contraventions des policiers et des officiers de la NLTA sont monnaie courante! », déclare-t-elle. Elle déplore également l'image négative associée à la ville des fleurs depuis la mise en service du Metro Express. « Ce métro est un danger public (...). Là où je me trouve, je suis témoin d'accidents évités de justesse quasiment tous les jours. Il aurait dû être construit sur pilotis », explique Malini.

À quelques mètres de là, le propriétaire d>un petit snack presque désert regrette la chute drastique de ses ventes depuis l'arrivée du métro. « Pran depi supermarché Central pou vinn ziska kot Bazar, al gete si ena parking. Kuma ou arrete 2 minit, lapolice bisiklet fini donn contravention! Ki client pu rod vinn attan nou kwi zot manze? », martèle-til. Un client fidèle confirme qu'il a mis presque trois semaines à revenir, bien qu'il habite à proximité du snack. « Je ne peux pas venir comme auparavant, où vais-je garder ma voiture? il n'y a pas de place pour stationner!»

Hossen, marchand ambulant, est catégorique : « Quatre-Bornes nepli kuma avan! Auparavant, il suffisait de se frayer un chemin pour naviguer dans la principale artère. Les commerçants pouvaient travailler sans craindre de représailles. Maintenant, il nous faut 'vey seke' pour pouvoir travailler. La vie devient de plus en plus difficile avec l'inflation. Nous, les petits commerçants, devons 'tracer'! Métro inn touiy partou. Tous ces commerces mettront la clé sous la porte et feront faillite », prévient-il. Ce dernier évoque « une gaffe monumentale » du gouvernement qui n'a pas laissé un emergency lane' à St-Jean Road. « La population en entier a vu la vidéo où une ambulance ne pouvait se frayer un chemin! Dimounn kav mort, pourvi métro roulé », regrette ce marchand

Nous nous sommes rendus dans un petit magasin de jouets et d'articles divers. Une petite dame essuie les emballages au fond du magasin sous une lumière sombre, et nous livre ses appréhensions pour l'avenir. « Plusieurs facteurs contribuent à ce que les Mauriciens ne voient plus Ouatre-Bornes comme destination 'shopping'. Les gens deviennent de plus en plus pauvres et les problèmes liés au métro ont un impact significatif. Depi inn fer metro ici, mo paie zis lokasyon, CEB ek CWA! On



ne travaille pas. Les clients ne viennent pas en raison du manque de places de stationnement. S'ils ne peuvent pas se garer, pensez-vous qu'ils feront un grand détour pour venir dans un petit magasin? », interroge-t-elle.

À côté, un autre commerce similaire témoigne de la détérioration de la situation depuis barrivée du métro. « 36 ans nou ena magazin la (...) Sa lepok lontan la inn fini sa (...) Quatre-Bornes inn mort aster depi ki Metro inn vini. Gouvernement la ti bizin met metro la lor pilotis. Tou ti commerce pe al ferme! Bondie kone ziskakan nou pu la », déplore notre interlocuteur.

Contraventions à gogo!

L'un des problèmes majeurs dénoncés par les commerçants de St-Jean Road est la présence constante des officiers de la NLTA et de la police. prêts à sévir. Selon nos interlocuteurs, les contraventions pleuvent et sont distribuées simplement pour atteindre les quotas.

commerçante n'hésite exprimer sa frustration racontant comment elle a reçu trois contraventions en une semaine. « Je pense que les officiers de la NLTA et la police n'aiment pas ma voiture! Ils m'ont infligé trois contraventions de plus de Rs 1000 en l'espace d'une semaine. J'ai un commerce qui nécessite des débarquements fréquents. Dès que je me gare, ils se précipitent pour me mettre une contravention! », dit-elle.

Même son de cloche pour une bibliothécaire qui a reçu trois contraventions en dix jours. Elle en a le ras-le-bol. « Ils ont commencé à nous donner des contraventions depuis la publication d'un article dans un quotidien où nous exprimions nos préoccupations. Même si d'autres commerces envisagent de cesser leurs activités, je resterai pour continuer à travailler au même endroit », nous dit cette mère de famille.

Hôpitaux publics

Lits anciens et équipements défectueux : Destination 'vie feray'

vent de changement souffle à travers les systèmes de gestion de nos hôpitaux publics, laissant croire que les responsables du ministère de la Santé sortent enfin de leur léthargie. Ils sont actuellement à pied d'œuvre pour se débarrasser des vieux lits et équipements défectueux, les destinant à une seconde vie : 'vie feray' (à la fonte). Cette initiative fait suite à la diffusion d'une vidéo par les députés du Parti travailliste (PTr) de la circonscription numéro 3, mettant en lumière de nombreux manquements dans les entrepôts des cuisines de l'hôpital Dr A. G Jeetoo, suscitant ainsi une réaction rapide au sein des institutions

« Nous avons reçu l'instruction de mettre de l'ordre. Les vieux lits, équipements, 'stand' et chaises roulantes sont



actuellement triés et embarqués vers la fonte! Les administrateurs d'hôpitaux sont aux aguets. Depi ki Eshan Juman inn fer video, ministère la Santé so somev inn kasse », laisse entendre un de nos interlocuteurs. Ainsi, dans tous les entrepôts du ministère de la Santé et

des hôpitaux publics, les responsables s'activent. « Par camion lili pe al kit dan 'vie feray' (...), les solutions médicales expirées utilisées dans des procédures médicales sont envoyées au dépotoir. Je me demande pourquoi cela n'a pas été fait plus tôt », explique une source au sein du ministère.

Selon le Dr Nabab, membre de la 'Medical Health Officers Association' (MHOA), cette démarche est très positive. Il estime qu'il est crucial de faire le meilleur pour le bienêtre des patients. « Habituellement, tous les hôpitaux ont des services

de maintenance pour réparer les équipements défectueux, mais il y en a qui sont bons à jeter. La décision des administrateurs d'hôpitaux est louable (...), nos patients méritent les meilleures conditions pour leur rétablissement », souligne-t-il.

Un infirmier, souhaitant témoigner anonymement, révèle l'existence d'un marché noir lié aux équipements médicaux défectueux ou cassés. « Il y a des individus à l'intérieur de l'hôpital même qui récupèrent ces vieux lits et stands, puis les revendent à la 'vie feray' (...), il y a des connexions bien établies », explique-t-il.

Le ministère de la Santé a émis une directive enjoignant aux fonctionnaires de garder le secret absolu sur les décisions prises en interne. Selon l'un de ces fonctionnaires, les hauts responsables sont sur le qui-vive et commencent à 'being taken to task'. D'après notre source, l'impunité dont jouissent les hauts fonctionnaires a contribué à la situation actuelle, et ces derniers sont déconnectés de la réalité

Libre Expression

PTr-MMM-PMSD à Chemin-Grenier

Navin Ramgoolam: "Ganoo, Mayotte ek Ramcharan pu fonn"



e leader de l'alliance PTr-MMM-PMSD, Dr Navin →Ramgoolam, a été sans pitié contre le gouvernement MSM de Pravind Jugnauth. Lors du grand meeting à la place taxi à Chemin-Grenier le vendredi 17 novembre, l'ancien Premier ministre a soutenu qu'une vague populiste se lève pour mettre fin au règne de Pravind Jugnauth et du MSM (Mouvement Socialiste Mauricien).

à Maurice. « Dimounn pa trouv lespwar, pa trouv lavenir dan lil Moris », rajoute-t-il. Il a assuré que sous son gouvernement, les jeunes pourront rester à Maurice, gagner leur vie et être aux côtés de leur famille, mettant fin à la nécessité de chercher du travail à l'étranger.

Navin Ramgoolam a donné confiance aux partisans en les rassurant que l'alliance PTr-MMM-PMSD restera solide et ne se cassera pas. Pour conclure, le leader de l'alliance a exhorté les partisans à voter en tant que citoyens d'un seul pays, d'une seule nation et d'un seul destin. « Enn sel lobzektif ena. C'est fou li deor sinon pei fini », a-t-il conclu.

Paul Bérenger sur Phokeer: « Sauvage et Voyou »

Le leader du Mouvement Militant Mauricien (MMM) a été très critique envers le Speaker de l'Assemblée Nationale. Il l'a qualifié de « sauvage » et de « voyou » ! Paul Bérenger est d'avis que Sooroojdev Phokeer est toléré par le chef du gouvernement, Pravind Jugnauth.

Concernant l'achat de produits pétroliers, il dira : « soi-disant ils sont très proches de l'Inde, mais ils ont laissé tomber Mangalore afin de favoriser un courtier en produits pétroliers ! » Paul Bérenger a par ailleurs annoncé que des meetings seront organisés dans les circonscriptions 4,5,6 et 7 en plus du meeting du 1er mai,



« Ganoo, Mayotte ek Ramcharan pu fonn (...) vag la pe leve. Tsunami pu balyer zot. Nou pe montrer sa gouvernement la ki nou pa per ! », a lancé Navin Ramgoolam lors de son discours. Le leader des rouges a également commenté la situation économique du pays. Il est d'avis qu'elle dépasse l'état d'urgence. « Le moment est venu de faire face à l'incompétence et au népotisme du gouvernement MSM », dit le leader de l'alliance PTr-MMM-PMSD.

Au sujet des hôpitaux, Navin Ramgoolam se dit indigné par la situation. « Komie malad finn infekte. Dializ pa kone ki manze finn gagner finn mor. Jagutpal dir ou li minis li, li pa al get dan lakwizinn. Li blam fonksioner (...) plusieurs médecins du service m'ont fait part de leurs doléances et ils en ont ras-le-bol en ce qui concerne la gestion de notre système et service de santé sous le gouvernement du MSM », souligne le leader des rouges.

Le leader du PTr a également tiré à boulets rouges contre la 'Public Service Commission' (PSC). Ce dernier dit être en présence d'informations sur le manque d'indépendance de l'organisme. « PSC nepli indepandan! Zot pe swazir, zot pe get figir ». Navin Ramgoolam accuse le gouvernement MSM de préparer la liste de recrutement dans « la kwizinn ».

Il souligne aussi le fait que les jeunes quittent le pays car selon lui, ces derniers voient l'avenir très sombre soit avant d'aller vers les élections générales.

« L'alliance Ptr-MMM- PMSD n'a pas de politique de vengeance après les élections, il faudra toutefois rendre des comptes », prévient-il. « L'alliance n'a pas été constituée pour remplir nos poches, comme ils le font », dira t-il avant d'ajouter : « pa pou diverti, manze, bwar, me pou sov pei parski zot pe fini le pei zour apre zour inpe plis!»

Xavier Luc Duval : « Nou pran langazman pou adres problem violans domestic »

Prenant la parole juste avant le leader de l'alliance, le leader de l'Opposition, Xavier Luc Duval est revenu sur ses questions de la PNQ de mardi dernier à la ministre de l'Egalité du genre, Kalpana Koonjoo-Shah.

« Nou pran langazman pou adres problem violans domestic » dit XLD. Il est d'avis que la ministre est en train de faillir à sa tâche. Il a critiqué « l'inaction du gouvernement MSM », affirmant que cela laisserait les agresseurs faire de ce qu'ils veulent.

Il a ensuite évoqué un « non-respect » du cimetière de Saint-Jean. « Dilo kinn pass dan tou tom pass dan ou lakaz. Metro Express finn fane. Dilo Phoenix finn vinn debord dan Saint- Jean. Mem zafer pe arive partou dan Moris. Pei pe nwaye ek dilo », dénonce-t-il.

COMEDY OF ERRORS

- The Speaker has turned the Temple of Democracy into a comedy rooted in the tragic realities of a democracy which is backsliding
- Labor made the difference

Under the primeministership of N. Ramgoolam, the Labourled Government was cited as a model of democracy, law and order. The demarcation line in relation to separation of powers was wide. Since 2015, it has been blurred and descent into By Dr Arvin BOOLELL autocratic rule is evident. The



political arm of the regime so decides. The collusion between the political arm of the Executive and the Chair is obvious to the Nation. The Speaker rules the waves and when the tide recedes, he will have to run for cover as he will be exposed.

CASES BEFORE SUPREME COURT

Despite cases lodged against him before the Supreme Court by three MPs namely A. Boolell, S. Mohamed and P. Assirvaden of Labour Party in violation of constitutional rights, the Speaker continues to interpret the Standing Orders (SO) and rules of National Assembly as he deems fit to suit his fancies.

He refers to SO 79 which confers unfettered powers upon him and feels he is next to God: "The Speaker shall not be bound to give any reason in support of any of his or her decision".

As a seasoned MP, I was appalled and shocked of the excessive arbitrariness of the Speaker. Yesterday's (Tuesday 14 November) sitting was absolutely shocking. The Chair vacillated yet again.

COERCIVE MEANS A BAD MEDICINE

If I tell you that an MP on Government bench was coerced to move a motion of contempt of Parliament against a member of Opposition, would you believe it? What is the offense? An alleged contempt of the National Assembly over so-called unwarranted remarks in relation to a suspension given to MP Juman.

Denying an MP his or her fundamental right to raise a point of order is a flagrant violation of the spirit and letter of Standing Order.

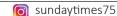
Foul is not fair and no colorable device would stand in the eyes of the public. The outcome of the case from the Supreme Court will establish the facts.

BIBLE OF PARLIAMENT

One does not have to refer to the Bible of Parliament, Erskine May, to state the obvious. If the video clip of yesterday's tantrum, i.e. on 14/11/23 is produced at the next Commonwealth meeting of Speakers, they would be flabbergasted. A Speaker cannot be politically obscene. Yet, his first duty as Mr. SPEAKER SIR is to see to it without fear or prejudice that OPPOSITION HAS ITS SAY and GOVERNMENT ITS WAY.

MOTION OF NO CONFIDENCE

I was indeed right as the then Leader of Opposition to move a motion of NO CONFIDENCE IN THE SPEAKER ON 14/7/20. Notice of the motion was given on 20/6/20.







<u>Actualité</u> Dimanche 19 novembre 2023

SOS des planteurs du Sud

Vikash Mungry, président de l'ADMA : « Le changement climatique pose de nombreux problèmes aux planteurs »

uite torrentielles ayant touché l'île au cours de la semaine écoulée, de nombreuses plantations dans le Sud de l'île ont été fortement impactées. Une situation qui persistera encore, la saison de pluies ne faisant que pointer le bout de son nez.

Les petits planteurs retrouvent désemparés. Nombre d'entre eux ont tout perdu, leurs champs ayant été ravagés par les inondations. Même lorsque certaines cultures ont été sauvées, la qualité des légumes laisse à désirer, ce qui aura un impact sur leur vente. Ces agriculteurs espèrent que le gouvernement prendra en compte leur situation.

Face à une telle situation, des interrogations émergent les prix des fruits et légumes seront-ils impactés par les pluies torrentielles

persistantes? Quelles sont conséquences sur les cultures agricoles? Farad, porte-parole des planteurs du Sud de l'île, nous informe que le prix des légumes risque d'augmenter dans les jours à venir, persistant à long terme. Il déplore également le manque de qualité des semences. Selon lui, les autorités compétentes ont été informées des problèmes rencontrés par les planteurs, mais aucune action n'a été entreprise.

Vikash Mungry, secrétaire de la 'Agriculture Development Marketing Association' (ADMA), explique que la











région Sud n'a pas été épargnée par les pluies torrentielles, et que les légumes tels que les choux, les carottes, les betteraves, les pâtissons et les giraumons ont été particulièrement touchés. Les plantations d'oignons locales ont également subi des dommages, avec 40% des cultures détruites par les fortes pluies. Selon lui, même si certains légumes sont encore disponibles, leur prix élevé et leur mauvaise qualité découragent de nombreux consommateurs.

Il est aussi revenu sur le fait que depuis septembre et octobre, les planteurs de cette région attendent la saison des pluies pour que leurs plantations puissent avoir de l'eau, car il n'y a pas de système d'irrigation mis en place par l''Irrigation Authority', et qu'ils doivent

se contenter des pluies en temps et lieu pour arroser leurs plantations. Vikash Mungry souligne que le climatique changement nombreux problèmes aux planteurs. Il cite ainsi la baisse de la production de carottes en raison des conditions

climatiques actuelles et du manque d'irrigation. Il aborde également des problèmes tels que le coût de production élevé et la pénurie de main-d'œuvre.

« Le prix des carottes a connu une hausse inévitable cette année, passant de Rs40 à Rs50. Cette augmentation se reflète même sur le 'wholesale market' de Wootun, où les ventes se situent entre Rs30 et Rs35. Les planteurs, qui cultivaient auparavant 10 tonnes de carottes, ne peuvent plus maintenir cette production »,

Le secrétaire de l'association évoque également le problème de la distance du 'Wholesale Market', alors que le prix de l'essence et du diesel a connu une hausse ces derniers temps. La demande est plus élevée que la production. Les planteurs ne savent d'ailleurs pas où donner de la tête : « Nou pa pé koné ki nou pou fer acause

lapli pe continuer vini. Nous ne savons plus quoi faire avec la situation qui prévaut. Nous n'aurons d'autres choix que d'augmenter les prix de certains

Hausse des prix dans les jours à venir

Il est certain que les prix des légumes augmenteront de 10% à 15% dans les jours à venir.

Légumes	Prix
Haricots verts	Rs 70 la livre
Calebasse	Rs 40
Bringel	Rs 60
Carotte	Rs 70
Margoze	Rs 40
Chou	Rs 40 - Rs 100
Patisson	Rs 50
Piment	Rs 160 – Rs 250 la livre
Lalo	Rs 100 la livre
Pomme d'amour	Rs 45 – Rs 70
Concombre local	Rs 40 – Rs 60

Assistance financière

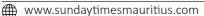
Les planteurs se demandent s'ils seront dédommagés et s'il existe un plan d'action pour les aider. Farad explique que les planteurs paient une assurance de Rs 1000 par arpent auprès du 'Small Planteurs Welfare Fund'. Or, bien que cette assurance soit censée indemniser les planteurs, ces derniers ne sont toujours pas informés de l'indemnisation potentielle. Ils attendent avec incertitude.















es encanteurs, planteurs et revendeurs expriment leur mécontentement à l'égard du ministre de l'Agro-industrie, Vikram Hurdoyal, après son discours au Parlement mardi dernier. Ce dernier vient en effet avec des amendements à la 'Mauritius Agricultural Marketing Act', pour que toutes les ventes au gros se fassent uniquement dans les nouveaux locaux du 'National Wholesale Market' de Wooton.

planteurs, encanteurs maraîchers s'opposent fermement à cette décision et appellent le gouvernement à revenir sur sa décision. Un encanteur, souhaitant préserver son anonymat, affirme que ce projet de loi menace le marché parallèle des fruits et légumes à Maurice, crucial pour leurs maigres marges de profit. « Ce projet de loi permettra aux autorités de nous asphyxier avec des impôts », lance-il.

Hurry, marchand, est d'avis que la 'Mauritius Revenue Authority' (MRA) saura tout des transactions marchands, encanteurs et revendeurs de légumes, car toutes les données seront 'on record'. « Il est inconcevable qu'un planteur du nord de l'île fasse le va-et-vient quasi quotidiennement entre Cap Malheureux et Wooton. Et voilà que le gouvernement veut maintenant tout savoir sur nos transactions ! Même si le ministre Hurdoyal a donné des explications, nous ne sommes pas convaincus et nous rejetons catégoriquement ce projet de loi! Ils veulent mettre leurs mains partout! », martèle ce marchand de légume de 52 ans.

Pagailles à Wooton

Par ailleurs, des préoccupations également soulevées quant aux conditions et infrastructures insuffisantes sur le site du 'National

Wholesale Market' de Wooton. Un encanteur exprime des craintes de représailles, soulignant le manque d'infrastructures telles que des chambres froides, des succursales bancaires et des entrepôts, qui étaient pourtant promises dans le projet initial. Il témoigne des risques liés à la dénonciation des problèmes sur place, affirmant que cela pourrait entraîner la révocation des permis d'opération, avec des coûts déjà élevés pour les étals. Il signale préoccupations également des concernant les conditions sanitaires et d'hygiène dans les toilettes. « Il ne faut pas parler ou oser dire quelque chose ici, car ils vous surveillent et vont faire 'palab'! Vous risquez de vous retrouver sans permis d'opération! Déjà que nous payons très chers pour nos étals. Il y en a même un parmi les 43 encanteurs qui a cessé son activité », dit ce vieux routier du métier.



Violences domestiques en hausse

Ambal Jeanne: « L'éducation demeure l'une des solutions principales »

a semaine dernière, soit le lundi 13 novembre 2023, un cas de violence domestique a été signalé : Soovendra Sooriah, âgé de 42 ans, a ébouillanté son épouse Vilasha Sooriah, âgée de 39 ans, avec de l'eau chaude, à Camp La-serpe Moka. La victime a succombé à un choc causé par les brûlures subies. Pour rappel, elle avait été retrouvée morte sur son lit à son domicile.

Prisheela Mottee, la présidente de 'Raise Brave Girls', souligne que le problème de la violence domestique est systémique et culturel. Elle affirme qu'il est nécessaire d'examiner la situation de manière globale, en commençant par l'éducation de base dans les écoles. De plus, elle préconise l'introduction de cours de gestion émotionnelle à tous les niveaux. Au sein de 'Raise Brave Girls', la présidente plaide également auprès des autorités pour qu'elles proposent des cours et un soutien psychologique aux auteurs de crimes et aux victimes de violence domestique. Sur le plan juridique, l'ONG milite pour le renforcement des lois et la mise en œuvre du bracelet électronique,

une mesure qui s'est avérée efficace dans les pays européens. Il est grand temps pour Maurice d'adopter un tel système, selon elle. Il est également important de rappeler qu'une 'Private Notice Question' a été adressée à la ministre de l'Égalité des genres, Kalpana Koonjoo Shah, à l'Assemblée nationale il y a deux semaines.

Pour sa part, la directrice de SOS Femmes, Ambal Jeanne, se pose la question de savoir pourquoi victimes ne dénoncent pas systématiquement les cas violences domestiques. Elle affirme qu'il est grand temps de faire de la sensibilisation dans les entreprises, car c'est là que se trouvent des femmes qui travaillent. Elle revient également sur le fait que la victime ne veut parfois pas dénoncer les cas de violences domestiques qu'elle subit, car elle ne veut pas quitter ses enfants. Il faut cependant trouver une solution pour mettre fin à ces problèmes. Notre interlocutrice soutient que son ONG travaille sur ce sujet en mettant en place des cellules de détection des problèmes et en fournissant des formations à ce niveau

pour sensibiliser les personnes qui se trouvent en difficulté. Les victimes doivent s'affirmer en dénoncant leur époux, conjoint ou concubin. Elles ne doivent pas garder le silence et vivre

Selon elle, il faut toujours encourager les femmes à se manifester et à dénoncer les menaces qu'elles subissent. Elles doivent savoir qu'il existe de l'aide aujourd'hui et qu'elles peuvent reconstruire leur avenir. « Il est nécessaire de remettre en question et de revoir la situation, ainsi que de continuer à sensibiliser les femmes et la population contre ce problème qui ronge la société. Les femmes et les victimes doivent prendre au sérieux les menaces de leurs partenaires. L'éducation demeure l'une des solutions principales pour lutter contre la violence domestique, et aide à façonner le comportement. Il est grand temps d'introduire la valeur humaine dans le cursus scolaire, afin que dès le jeune âge, les enfants puissent prendre connaissance de cette situation et savoir comment y faire face s'ils y sont confrontés », conclut Ambal Jeanne.



4 420 cas en 2022!

Les cas de violence domestique prennent de l'ampleur, constituant un fléau alarmant à Maurice. Il semble qu'aucun jour ne passe sans qu'on apprenne qu'une femme est victime de violences aux mains de son conjoint, souvent culminant en un crime. Même en cette ère moderne de 2023, les femmes continuent d'être victimes de violence domestique. Le total des cas de violence domestique contre les femmes est passé de 1 434 en 2021, à 4 420 en 2022, démontrant une hausse drastique des incidents. Par ailleurs, selon 'Statistics Mauritius', les femmes sont plus susceptibles d'en être les victimes.







L'Empowerment par la parole : Nansha Bholah et son combat contre le 'Bullying'

e 'bullying' (harcèlement) et le 'body shaming' (critiques sur le physique) sont des sujets qui peuvent toucher n'importe qui. Cette semaine, nous consacrons notre portrait à une femme qui s'efforce de briser le silence et de sensibiliser le plus grand nombre à ces phénomènes de société : Nansha Bholah, habitante de Quatre Bornes âgée de 41 ans, divorcée et fière maman d'un beau garçon de 13 ans prénommé Neal.

Depuis 20 ans dans le secteur bancaire, cette ancienne élève du Couvent de Lorette de Curepipe évolue actuellement dans une filiale différente du secteur financier. En plus de son emploi à temps plein, elle occupe divers rôles visant à contribuer à la reconstruction de la société. 'Money Laundering Reporting Officer' et 'Compliance Officer' dans le secteur financier, elle est également à la tête d'une ONG qui organise des sessions, des formations et des conférences sur le 'body shaming', le 'bullying' et le 'cyber bullying'. En tant que formatrice agréée et coach de vie certifiée, elle aide les individus à retrouver confiance en eux et à s'accepter à travers le 'body positivity & image building'. Elle travaille sur ce concept en collaboration avec 'Auxxa Models', dont le directeur et gérant est Mr. Adarsh Ramjeet, et est impliquée dans plusieurs autres organisations, dont la 'Civil Society of the Independant Commission of Anti-Corruption' (ICAC), le 'YALI Network', le 'WiFin Global', le 'Mauritius Institute of Directors', et elle



Revenant sur son parcours, Nansha révèle quail y a 20 ans, sans aucune honte, elle a dû abandonner ses études supérieures. et qu'elle les a récemment reprises en droit à l'Open University. Elle a terminé cette année, et souligne l'importance de la connaissance pour progresser dans sa carrière. « J'ai débuté par des cours de droit en ligne, notamment avec l'Université de Harvard. J'ai réalisé que la connaissance est un pouvoir essentiel pour progresser dans ma carrière, la société et parmi mes réseaux, et ai donc saisi les opportunités d'étudier davantage pendant mon temps libre. J'ai même obtenu une certification en 'Education for Justice' parrainée par l'Université Nelson Mandela », dit-elle.

La quarantenaire a commencé sa carrière à 18 ans en tant que réceptionniste dans une banque privée où ses parents travaillaient. Après avoir occupé neuf postes différents dans cinq banques, elle évolue désormais dans le secteur financier, se spécialisant dans la conformité. Certifiée en tant que formatrice, coach de vie et conseillère pour les enfants et les adolescents, son intérêt principal réside dans le harcèlement chez les jeunes et la lutte contre le 'body shaming'. En novembre 2022, elle a organisé un atelier rassemblant plus de cinquante enfants et adolescents pour renforcer leur confiance en eux et les sensibiliser à la cybersécurité.

Elle a eu l'occasion de représenter Maurice, via l'ONG MPower, au Centre des droits de l'homme de l'Université de Pretoria, plaidant pour la dépénalisation des relations entre personnes de même genre à Maurice, et prévoit également de représenter l'ile lors d'une mission de plaidoyer de haut niveau visant à convaincre le gouvernement de Botswana de ratifier le Protocole de Maputo en décembre 2023.

Après ces missions et après avoir organisé des workshops et des conférences sur le continent africain, Nansha a été récompensée en juillet 2023 par le prix du 'Second Runner Up' du prestigieux 'The Outstanding Young Person Award 2023' du JCI Mauritius. Elle a également participé à une audition pour un concours de beauté, mais a annulé sa participation en raison de divergences de valeurs avec les organisateurs. En décembre 2023, elle prévoit de clore l'année avec une session sur la valorisation de l'image de soi, axée sur l'habillement, le régime alimentaire pendant les fêtes, la démarche corporelle en toute confiance et les astuces de maquillage.

En tant que victime de 'bullying', Nansha a décidé d'aider les autres à être fiers de qui ils sont. Son plus grand défi a été de mobiliser les gens pour parler de leur malêtre et faire face au public en expliquant leur état d'esprit face aux différents types de harcèlement. Elle tire sa motivation du fait qu'elle a contribué positivement à changer des vies, et inspire le courage



et la détermination de ne jamais abandonner.

« Je ne force personne à changer ou à suivre mes conseils. Il est crucial de comprendre qu'une victime de 'bullying' n'est pas la cause du problème. Il faut cesser de les victimiser. Ce sont les harceleurs qui ont des problèmes. Souvent, les victimes pensent qu'elles ont quelque chose qui déplaît aux autres, mais c'est faux. Elles ont une force qui les rend jaloux ou envieux, aussi ils utilisent la méchanceté pour les affaiblir. Mon approche consiste à aider les victimes à se positionner en force, en développant leur confiance en elles », explique-t-elle.

« Je continuerai à organiser des sessions de travail et compte sur mes ambassadeurs pour diffuser les informations. J'encourage les gens à pratiquer le 'self-love' et 'selfcare'. Mes collègues, Mme. Vishma Rani Ramlochun Bissessur, Mme, Irina Seewoosungkur, et Mr. Adarsh Ramjeet, m'aident dans cette mission. Nous motivons les gens à être fiers d'eux-mêmes avec notre slogan «Be proud of yourself!». Je compte également sur la participation des médias pour sensibiliser un plus grand nombre de personnes », ajoute-t-elle.

Elle rappelle que la sensibilisation contre le harcèlement n'est pas seulement importante, elle est cruciale. « Une victime qui se tait se renferme, change sa personnalité, et cela affecte son parcours. Par exemple, ceux confrontés au 'body shaming' développent des idées préconçues sur ce que pensent les autres d'eux. La sensibilisation est essentielle pour aider ces individus à retrouver

Fiche Perso:

Un mot pour vous décrire : Phoenix Meilleurs conseils de vos parents : Le sacrifice et la patience paient toujours, avec intérêts

Citation préférée : "Do good be good. Be proud of yourself!"

Plats préférés : Biryani et bol renversé Dessert préféré : Confits de fruits

Hobbies: Long drive, musique, mode, sorties, méditation et spiritualité

Animal préféré : Chien

Destination préférée : Continent africain

confiance en eux », relate-t-elle. Aussi, pour sensibiliser le public, elle utilise les réseaux sociaux, les médias, ainsi que les workshops et conférences qu'elle organise, et a des projets ambitieux en cours avec ses partenaires, pour toucher un public plus large en 2024.

Lorsqu'elle ne porte pas sa casquette de coach. Nansha fait beaucoup de recherches, elle produit des documents pour le Centre des droits de l'homme de l'Université de Pretoria, et participe à des études pour le 'World Bank Group'. Elle est active sur les réseaux sociaux, et aime conduire en écoutant de la musique ou en compagnie de bons amis. « Je suis une fonceuse. Quand je décide quelque chose, je m'y tiens jusqu'à ce que ce soit fait parfaitement. J'aime aider et soutenir les autres, et je déteste l'amateurisme et le manaue de professionnalisme », conclut-elle.

Anouskha Bhugaloo Santuck







Le devoir de faire face à l'injustice, car le silence est une trahison

À une époque où la 'Cancel Culture' inquiète beaucoup d'entre nous, nous ne pouvons pas nous soustraire au devoir de dénoncer la tyrannie. 'Cancel Culture' est une expression utilisée pour désigner une culture dans laquelle ceux qui sont au pouvoir, s'ils jugent qu'un autre aurait agi ou parlé d'une manière inacceptable, ils les ostracisent, les boycottent ou les rejettent.

En temps de crise morale, le silence devient un langage à part entière, celui de la complicité ou, parfois, de la lâcheté. Le monde d'aujourd'hui n'est pas étranger aux injustices, mais les échos du silence en réponse à ces épisodes d'oppression sont véritablement retentissants.

La crise à Gaza, où des millions de personnes sont confrontées aux atrocités de ce que beaucoup appellent un génocide perpétré par les forces israéliennes, est un témoignage flagrant de cette amère réalité.

Au milieu de ces tribulations, des voix inattendues s'élèvent. Eric Cantona, ancien footballeur international et non-musulman, a publiquement condamné la violence contre les Palestiniens, illustrant que l'empathie et la dénonciation de la tyrannie sont des devoirs universels. qui ne sont pas limités par des frontières religieuses ou culturelles.

Pourtant, la question se pose : où sont les voix des autres? Mo Salah s'est exprimé, mais est-il allé assez loin? Et pourquoi ce silence assourdissant parmi la grande majorité, surtout quand leur influence pourrait remuer le

Le désaveu rapide d'Arsenal de la position courageuse de Mesut Özil contre la persécution des Ouïghours par la Chine a mis en évidence les défis moraux auxquels les individus sont confrontés, qui peuvent souvent les amener à choisir la neutralité politique plutôt que la défense des droits humains. À l'époque, malgré l'isolement professionnel et les réactions négatives du public, est apparu comme une figure intègre, soulignant le rôle essentiel que jouent des personnalités bien connues dans la défense de la justice. Et cet incident est un rappel important du lourd tribut du silence face à l'oppression et au courage louable dont font preuve ceux qui risquent leur position pour des principes humanitaires

Àl'ère numérique d'aujourd'hui, la 'Cancel Culture' est une menace qui inquiète beaucoup d'entre nous. Les personnalités publiques craignent un retour de bâton sévère, la ruine totale de leur carrière et l'ostracisme

Cependant, l'essence courage imprégnée dans les enseignements islamiques n'est pas l'absence de peur, mais la reconnaissance qu'un plus grand bien existe au-delà de la sphère personnelle de confort et de sécurité. Le discours selon lequel « le mal l'emporte lorsque les gens de bien se taisent » n'a jamais été aussi pertinent. Lorsque ceux qui possèdent le pouvoir d'influer sur le changement restent silencieux, ils permettent par inadvertance la perpétuation de l'injustice. Leur silence n'est souvent pas perçu comme de la neutralité, mais comme de la complicité, une trahison des principes mêmes qu'ils sont censés défendre.

Défendre les droits de l'homme des Palestiniens ne signifie pas que vous êtes pro-Hamas. Dire «Free Palestine» ne signifie pas que vous êtes antisémite ou que vous «voulez que tous les Juifs partent». «Free Palestine» signifie libérer les Palestiniens de l'occupation israélienne qui leur vole leurs droits fondamentaux depuis 75 ans. «Free Palestine» signifie cesser de mettre en cage les 2,3 millions Palestiniens qui se trouvent dans la plus grande prison à ciel ouvert du monde, dont la moitié sont des enfants. «Free Palestine» signifie mettre fin à l'apartheid imposé par le gouvernement israélien. «Free Palestine» signifie donner aux Palestiniens le contrôle de l'infrastructure de base de leur

La crainte d'être détenu ou d'être soumis à des restrictions de voyage est une préoccupation légitime. Cependant, la boussole morale de l'islam exige la poursuite de la justice, même face à l'adversité. Il ne s'agit pas d'un appel à l'insouciance, mais d'un rappel de la nécessité d'un activisme stratégique, courageux et consciencieux.



Par Bashir Nuckchady

S'élever contre l'injustice n'est pas une responsabilité confinée au domaine de l'action individuelle. C'est un devoir collectif que les musulmans, en solidarité avec l'ensemble de l'espèce humaine, doivent assumer. Le sort de la population de Gaza n'est pas seulement une crise régionale ou religieuse ; il s'agit d'une question humanitaire, qui exige de l'empathie et de l'action à l'échelle mondiale.

Pour faire face à ces injustices brutales, il faut briser les barrières de la peur et de l'autopréservation. Il est impératif de trouver des moyens d'exprimer son opposition, que ce soit par le biais des réseaux sociaux, de manifestations pacifiques ou d'un soutien humanitaire, même dans un contexte de craintes de réactions négatives ou de 'Cancel Culture'.

L'élévation morale réside dans l'alignement de ses actions sur ses convictions; les horreurs qui se déroulent actuellement à Gaza sont un test de l'engagement du monde, en particulier des influenceurs musulmans et non-musulmans, en faveur de la dignité humaine et de la justice.

Et la sagesse prophétique souligne vraiment ce chemin: face à la tyrannie, ne pas parler n'est pas une option. Garder le silence est une trahison de sa foi, de sa conscience et de l'essence même de notre humanité commune. Le moins que nous puissions faire, c'est de réaliser que les voix musulmanes et non musulmanes qui plaident pour la justice à Gaza sont plus efficaces que l'une ou l'autre ; d'encourager les éminentes personnalités à dénoncer la crise à Gaza et à user de leur influence pour sensibiliser et rappeler à leurs compatriotes leur devoir de faire face à l'injustice, même face à la 'Cancel Culture'.

The Palestinian Conundrum

In the eyes of Israel, the "only democracy" in the Middle In the eyes of Israel, the only democracy ... East, and in the words of an Israeli minister, Palestinians are 'human animals, terrorists and blood thirsty killers'; they are also deemed to be haters of democracy, jealous of the freedom and the wealth of the "free world", intent on robbing the lands that God has offered to His chosen people. The thing is: they are human beings. If they were barrels of petrol, they would have been treated with utmost dignity as VIPs. The seven sisters et al would have queued up to make them their best offers sitting in a comfortable office with cigars and whisky.

But these "strangers" in their own lands have the misfortune to have infinite amount of gas in their territorial waters. So, they have to be displaced; in case of refusal to move, they have to be eliminated. And the West have industries to manufacture all kinds of justifications for their genocide. They have endless choices to pick from.



The stand of Western Governments, unlike the Western streets, can be likened to a "diode", the electronic device that conducts electricity in only one direction. They relay the voice of the Israeli Government and never question it. The Israeli-Palestinian quarrel has become a Jewish-Muslim quarrel, ignoring that the most vocal speakers of the Palestinian cause are Christians with a population of half a million, have names like George Habash and Hanan Ashrawi. They have numerous religious organisations like the Shifa hospital which is targeted by Israel for harbouring not medical staff but Hamas fighters, Kairos Palestine, Christ at the Checkpoint, Bethlehem Bible College, Sabeel Ecumenical Center for Liberation Theology, Dar al-Kalima University, Al-Liqa Center for Religious Heritage and Cultural Studies in the Holy Land, the East Jerusalem YMCA, the YWCA of Palestine, Arab Orthodox Society, Jerusalem, Arab Orthodox Club, Jerusalem' the Department of Service to Palestinian Refugees of the Middle East Council of Churches and Arab Education Institute Pax Christi, Bethlehem.

To compound the problem, the pro-Israeli propaganda industry is running at full throttle making a toxic mix of Hamas with ISIS, PLO, Hezbollah, Boko-Haram and Jihadis of all sorts to create the picture that Islam is getting ready with Iran to take over the world. With social media, the Ummah has realised the danger of Islamophobia and with support from right thinking Western streets mostly and is prevailing in the battle for public opinion. Incidentally, Timothy McVeigh, Adolph Hitler (the undisputed gold standard of evil), Dr. Baruch Goldstein (an educated man and doctor, who massacred thirty Moslems in a mosque), colonization, the bomb on Hiroshima, have nothing to do with Islam or Muslims.

The mass media is littered with proposals for the solution of the conflict, alas containing no new approach for the solution of a conflict that has been going on for the past 75 years. If states or international organisations, under whose purview falls the onus of establishing a just solution, fail, the only thing left is total war. And Hamas is not losing sleep in face of this eventuality.

Dawood Auleear

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction











Reminder... ust 🗛 🛚

he maiden thing you will have to give account for is your five daily time of namaz and it is earth shattering to take into account. Frequent masjid on a frequent basis. Your entrance in Allah's house will be an entrance of both Allah and you. No matter whether the weather is good or bad, you must accomplish your duty of salah. Do remember even if you are parched, knackered and ravenous in a desert, do not desert your prayers. In good deeds be complement and undoubtedly from Allah is the best compliment. Always help and support the poor, barakat in your wealth, Allah will pour heartily often present orphans even with a simple present. Never fall in cheap actions. Do know that even when birds cheep, they are praising Allah.

Always elicit halal things and by no means illicit things. Firmly object to any illegal object. Steel yourself in financial crisis but never steal. Know when to say no. Be content with the content Allah has written for you. Go in the right direction and be right. Change route if you are in wrong path but never change your Islamic root. Change prey but continue to pray. Do not touch wine, otherwise it will lead you to do forbidden actions and consequently whine regretfully. Seek Allah's bounties by visiting regularly the sick. If someone seek your advice, advise him in a correct and halal way. Help financially and billed by Allah. Address politely to elders to attain your craving address -Jannat. Fear Allah and behave yourself with your fere. Always get sincerely rued whenever your behaviour is rude.

If you go through a bad phase, never faze and keep everything in Allah's hand. Be mature and grown up and do not groan if Allah put you in trials. Even if you have to swim against the difficult tide, keep your faith tied to Allah. Follow the instructions of our prophet Muhammad (s.a.w) inarguably, you will see amazing profit. Beat the temptations of shaytan and practice your deen even if you are beat. Avoid notorious band who perform banned actions. For success to rain in your life and hereafter, deen must reign in your vein. It is a must to give our heir Islamic air. Conduct your sibling rightly so that Allah be pleased with their conduct. Apprise your children the apprize of the Almighty. Raise your voice if someone wants to raze your deen. Never subject someone to pain when talking about any subject.

Maybe your dreams can break but in praying put no brake. Whatever calamities you face, in Allah keep your faith. Even under the menace of a cannon, do not leave Allah's canon. To book your place in Jannat, follow all sayings in Quran - the only true book. Persevere to become bright in learning the holy book, your life will be undeniably bright. Our sight must be on Makkah's site and in duas we must cite so that this ardent desire be accomplished. Always perform activities that are allowed and do it aloud for others to follow examples.

We all will leave this world, so live it piously. Death is unpredictable so do not wait to increase the weight of good actions. Do not remain in a fix - Always push yourself and others to fix your deen. It's very grave if your grave becomes less comfortable than your bed. Do not create bad scenes and remain far from sins. Look for a soul so kind and holy, devote your time wholly in prayers. Faithfulness to Allah in your vein will not leave your worldly and hereafter life in vain. Adult or minor, seek to please Allah even with a regular minor good action. Do not commit sins and commit yourself to the rules of Allah.

Moustaffa Mudhoo

From the land of **Palestine**



Born in a war zone land amidst bomb blast Parentless child am I, suffocated with filthy air Among ruins and debris are stuck other children In this tiny land of Gaza which is not so vast

Yes, a heart broken orphan I am, full of agony A horrible scene, so many deaths are around me But alas the world is watching without reacting Dead in mass is buried in arid sand of the colony

I need like others to live with roti kapra aur makaan But all from me have been snatched by the enemy Terrorists are we called although we fight for our land My ancestors land usurped by the Zionist called Palestine

Is blood thicker than water? Not at all in our case O! the ummah death is better than your betrayal You talk and talk, disdaining our call for help Desperately are we fighting amidst this fiery blaze?

The pen is mightier than the sword, just to make fun Lies like truth about the skirmish conflict are written But Freedom and *azaadi* in my life that all I need No money no fame do I want, give me please a gun

Cassam Tupsv

Football

Un tournoi organisé par le 'Pagoda FC' réuni 40 équipes : 'Etihad Boyz FC' sacré champion

Durant le weekend du 11 et 12 novembre dernier, un tournoi de football sans précédent a eu lieu à Plaine-Verte. 40 équipes ont participé à un tournoi par le 'Pagoda Football Club'. Plus de 250 joueurs ont chaussé leurs crampons pour se livrer des matchs à couper le souffle.

Le titre de champion est revenu au 'Etihad Boyz FC', après une finale contre 'Vallée Pitôt FC'. La troisième place est revenue à l'équipe de la 'Selação SC'. Le trophée du meilleur joueur a été attribué à Salman Hansye, et celui du meilleur buteur à Vaishnav Dhoopnarain.

Yahya Rackloo, membre du 'Pagoda FC' : « Le tournoi de football a été un grand succès pour nous, notre objectif étant d'offrir en ce début de vacances d'été une plateforme d'expression aux jeunes talents. Les joueurs, qui ont été les acteurs principaux de l'événement, se sont surpassés et ont offert aux personnes présentes un superbe spectacle. Cela n'aurait pas été possible sans mon équipe composée de Batchan, Ridwaan, Fayaaz et Farhaan, envers lesquels je suis très reconnaissant. »





Camavinga ne rejouera pas avant 2024

Selon le média espagnol 'Relevo', le Real Madrid estime qu'Eduardo Camavinga ne rejouera pas avant le début d'année 2024 suite à l'entorse du genou dont il a été victime hier lors d'une séance d'entraînement avec l'équipe de France.

La trêve internationale a une nouvelle fois fait du mal au Real Madrid. Touché lors d'un choc avec Ousmane Dembélé hier lors d'une séance d'entraînement avec l'équipe de France, Eduardo Camavinga «souffre d'une entorse du genou droit», a indiqué la FFF ce matin.

Sur les images, le joueur du Real Madrid était au sol, entouré des médecins des Bleus et de ses coéquipiers, et faisait grise mine. Il a cependant pu se relever, et marcher pour quitter la pelouse mais en boîtant.

L'international français, qui a fait son retour à Madrid dans la matinée de ce jeudi, va passer plusieurs examens complémentaires. Mais



au sein du club Merengue, on craint déjà le pire.

Selon le média espagnol 'Relevo', le Real estime que le milieu de terrain ne rejouera pas avant le début d'année 2024. L'objectif est qu'il soit remis à 100% pour participer à la Supercoupe d'Espagne à partir

du 10 janvier prochain.

La dernière 'blessure' de l'ancien Rennais remonte au mois de mai dernier lors d'un match de Liga contre Getafe où il avait déjà été touché à un genou, le gauche, mais avait pu disputer le match suivant

OFFICIEL: Alexandre Song met un terme à sa carrière

Ancien joueur d'Arsenal, du FC Barcelone et ex-international camerounais, Alexandre Song a annoncé sa retraite sportive, mardi, après près de vingt ans au plus haut niveau.

À 36 ans et après près de vingt années en tant que footballeur professionnel, Alexandre Song a décidé de mettre un terme à sa carrière, lui qui évoluait dans le club de l>AS Arta/Solar 7 au Djibouti depuis 2020.



Dans un message de remerciements sur les réseaux sociaux, l'ex-international camerounais aux 60 sélections toutes catégories confondues a annoncé la nouvelle "avec une grande tristesse", en revenant sur ses débuts dans son pays natal, du côté de Yaoundé, lorsqu'il jouait "sans chaussures, pieds nus et sur du gravier dur", ce qui lui a "donné la force et le courage de réussir".

Song débarque en France alors âgé de 8 ans et signe son premier contrat professionnel à 16 ans avec le Sporting Club de Bastia, qui lui donne sa chance, ce qu'il considérait à l'époque comme un "miracle".

Mais les portes du football international et des plus grands clubs européens vont s'ouvrir à lui puisqu'il rejoint les 'Gunners' d'Arsenal, où il restera six ans, entre 2006 et 2012, sans gagner le moindre trophée, mais en étant une pièce incontournable du système d'Arsène Wenger. Puis le FC Barcelone, champion d'Europe en 2009 et 2011, le récupère pour 25 millions d'euros, ce qui le fait devenir le deuxième Camerounais à signer dans le club catalan après Samuel Eto'o. Il y remporte une Liga et une Supercoupe d'Espagne.

"Tant de personnes m'ont aidé tout au long de mon parcours: ma femme, mes enfants, ma famille, mes amis, mon agent, mes entraîneurs et, bien sûr, tous mes coéquipiers en qui je serai toujours reconnaissant" a poursuivi le néo-retraité, sans oublier ses autres clubs : "Charlton, West Ham, Rubin Kazan, Sion et Arta/Solar 7 resteront toujours dans mon cœur".

En sélection, le parcours a bien commencé avec deux participations réussies à la Coupe d'Afrique des Nations, lui permettant de terminer dans l'équipe type de la compétition à deux reprises (2008, 2010). Puis l'histoire se termine rapidement, à seulement 27 ans en 2014, après une Coupe du monde manquée et un carton rouge qui handicape son équipe contre la Croatie. Il annonce sa retraite internationale en janvier 2015.

"J'ai également eu l'honneur de représenter mon pays à 60 reprises, ce qui m'a rempli d'une grande fierté. J'ai la chance d'avoir tant de bons souvenirs qui resteront à jamais gravés dans ma mémoire" a partagé le natif de Douala, avant de "remercier tous les fans" l'ayant soutenu.

Yéremy Pino, victime d'une rupture des ligaments croisés

a confirmé Villarreal blessure de la grave Yéremy Pino ce jeudi. L'international espagnol s'est déchiré le ligament croisé antérieur du genou gauche et devra subir une intervention chirurgicale. Il est déjà forfait pour le reste de la saison

Ce jeudi, Villarreal a une double annoncé mauvaise nouvelle à ses supporters. Yéremy Pino

et Sorloth se sont tous deux blessés, mais le plus inquiétant est la blessure de l'Espagnol, qui pourrait être absent jusqu'à la fin de la saison.

"Suite à des examens, il a été



confirmé que Yéremy Pino a subi une rupture du ligament croisé antérieur du genou gauche lors de l'entraînement de mercredi à la Ciudad Deportiva. Le club annoncera prochainement les détails de son opération", a déclaré le club.

Yéremy Pino devra subir une intervention chirurgicale et, bien que le club n'ait pas d'informations donné sur la durée de son indisponibilité, il sera forfait pendant prochains mois. présence à l'Euro 2024 avec l'Espagne compromise.

Sorloth, quant à lui, "a subi une lésion

musculaire à l'ischio-jambier de la iambe droite lors du match contre l'Atlético de Madrid". Dans ce cas, une absence de quelques semaines maximum est évoquée.

Gabri Veiga pourrait déjà faire son retour au Celta Vigo

Gabri Veiga manque à Vigo. A tel point que, selon 'EFE', le Celta serait déjà en négociations avec le club saoudien d'Al Ahli pour se faire prêter le jeune international espagnol, transféré contre 30 millions d'euros en Arabie Saoudite il y a seulement 3 mois.

Le Celta Vigo a entamé des négociations avec Al Ahli pour le retour en prêt de Gabri Veiga dans l'équipe entraînée par Rafa Benitez, ont indiqué des sources proches des négociations à 'Efe'.

Les deux clubs s'étaient mis d'accord en août dernier sur le transfert de l'international U21 à l'équipe arabe, qui avait payé 30 millions d'euros au Celta, 6 millions en liquide et les 24 millions restants en versements échelonnés. Mais le jeune espagnol n'a pas eu le succès escompté dans la Saudi Pro League. Jusqu'à présent, il a joué 9 matches (689 minutes) et n'a marqué qu'un seul but.

Le retour du milieu de terrain serait un renfort de luxe pour le Celta, qui se trouve en position de relégable.

La saison dernière, Veiga a disputé 36 matches de championnat et marqué 11 buts, dont deux lors du match décisif



contre le FC Barcelona lors de la dernière journée de la saison, au cours de laquelle son équipe s'est retrouvée

Vasseur sur l'incident "inacceptable" avec Sainz: «Ça va coûter une fortune»



Carlos Sainz a heurté une bouche d'égout en EL1 au Grand Prix de Las Vegas. Furieux, Frédéric Vasseur dénonce un incident «inacceptable».

C'est au bout de quelques minutes seulement que la première séance d'essais libres du Grand Prix de Las Vegas inaugural a été interrompue. Une valve d'évacuation des eaux s'est descellée et a été percutée de plein fouet par la Ferrari de Carlos Sainz, dont le châssis a été irrémédiablement endommagé jusqu'à son baquet ! L'Alpine d'Esteban Ocon a également subi des dégâts requérant un changement de châssis, tandis que l'Alfa Romeo de Zhou Guanyu a elle aussi été

Directeur de la Scuderia, Frédéric Vasseur est furieux face aux coûts non négligeables engendrés par

un tel incident. "La situation est que nous avons complètement endommagé la monocoque, le moteur, la batterie. Et je trouve ça tout simplement inacceptable", se désole le Français. «C>est très dur pour nous. Ça va nous coûter une fortune. La séance de Carlos est foutue en l>air. Nous n>allons certainement pas participer aux EL2, il faut changer le châssis. OK, le spectacle est le spectacle, et tout se passe bien, mais je trouve ça tout simplement inacceptable pour la F1 aujourd>hui.»

«Ça, ce sont des dégâts matériels», ajoute-t-il au micro de Canal+. «Je pense qu'on a plus été choqués par le fait que Carlos avait du mal à respirer après l'accident dans la voiture. Je pense qu'il a été surpris plus qu'autre chose. Rétrospectivement,

on s'est fait un peu peur avec ce qui aurait pu se passer de plus sérieux.»

La Formule 1 a mis les petits plats dans les grands pour son retour à Las Vegas, avec un premier Grand Prix dans les rues de la capitale du jeu et de la débauche : les événements promotionnels se sont multipliés, mais la piste n'a pour sa part été prête qu'au dernier moment. «Il n'y a pas besoin de tout mélanger», tempère Vasseur. «Je pense que le spectacle est génial et je suis très content de ce qu'a fait Liberty autour de la course. Et je pense que c'est un énorme pas en avant pour la Formule 1. Il faut séparer le spectacle du côté sportif, et le spectacle est génial. Mais ce n'est pas parce qu'on fait ça qu'il n'est pas nécessaire de faire le travail du côté sportif.»

Les EL1 annulés au bout de 10 minutes à Las Vegas!

Le Grand Prix de Las Vegas commence mal ! Après à peine 10 minutes de roulage, la première séance d'essais libres a été interrompue définitivement au drapeau rouge, en raison d'un problème sur la piste.

La nuit était déjà tombée sur Las Vegas au moment où débutait la première séance d'essais libres du Grand Prix de Las Vegas 2023 de F1. 16°C dans l'air, 18°C sur la piste, voilà les températures pour accueillir, 40 ans après, le retour de la discipline reine dans la ville du jeu.

C'est Lance Stroll qui a eu l'honneur de quitter en premier la voie des stands pour aller découvrir le tracé long de 6,2 km. Les premiers chronos n'ont pas tardé pas à tomber, forcément peu représentatifs dans un premier temps.

Et alors que Charles Leclerc abaissait la marque de référence en 1'40»9, un premier drapeau jaune fut brandi dans la dernière partie de la longue pleine charge sur le Strip ; peu après, la Ferrari de Carlos Sainz était vue à l'arrêt, après avoir roulé sur une plaque d'égout. Le drapeau rouge fut alors vite déployé, à la fois pour évacuer la SF-23 et pour vérifier la piste.



Alonso : Le GP de Las Vegas "mérite" son traitement spécial

 Γ ernando Alonso estime que le coup réalisé par la Formule 1 en organisant une course dans les rues de Las Vegas mérite de faire le spectacle et d'adapter le programme.

Ce week-end, Liberty Media fait une réalité de son ambition de longue date : amener la Formule 1 dans le centre de Las Vegas, avec un circuit incluant une section de deux kilomètres sur le célèbre Strip. En phase avec ce statut de capitale du divertissement, la F1 a mis les petits plats dans les grands pour ce qui est son propre Superbowl, avec une ambitieuse cérémonie d'ouverture mercredi et de nombreux événements de relations publiques organisés dans les casinos.

Tous les pilotes n'aiment pas forcément se mettre en quatre pour satisfaire les grands patrons et les sponsors du

cirque de la Formule 1, Max Verstappen ayant notamment déclaré à la suite de la cérémonie d'ouverture : «Pour moi, nul besoin d'aller à ces choses-là. Je ne parle pas des chanteurs, c'est juste que tu es là et tu ressembles à un clown.»

Contrairement Néeerlandais, estime que l'investissement énorme de la F1 pour ce Grand

Prix, lequel dépasserait les 500 M\$, avec de surcroît un circuit autorisé à emprunter le Strip, mérite un effort supplémentaire de la part des pilotes. «Je dois dire que les endroits comme celui-ci, avec les



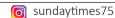
investissements qui ont été faits et l'endroit où nous courons. méritent un traitement un peu différent et un peu plus de spectacle, comme on l'a fait aujourd'hui. Ça me va d'en faire plus pour ce type d'événement», estime le pilote Aston Martin

Si Charles Leclerc a trouvé le programme du mercredi chargé – «Ça fait beaucoup» – il y voit l'opportunité pour la F1 de séduire un nouveau public : «Je pense que si on ne le fait pas ici, on ne le fait nulle part.

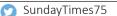
Quand on vient dans un endroit comme Vegas, quand on va dans un endroit comme Miami, la F1 doit saisir toutes les opportunités. Et si cela signifie faire un peu plus le spectacle autour de la course, c'est génial. Peut-être que ça attirera des gens qui ne sont pas si intéressés par le sport auto à la base mais qui le seront une fois qu'ils verront les voitures en vrai. Ça peut faire de nouveaux fans pour la F1 dans les années à venir, alors ce que la F1 a fait jusqu'à présent, je trouve ça super.»

La grille de départ devrait être tout aussi animée samedi soir (dimanche matin en France) avec de nouvelles cérémonies en grande pompe, mais Leclerc avertit : les pilotes doivent pouvoir se concentrer sur leur course. Au Grand Prix de Miami, la présentation des pilotes n'avait pas été appréciée par les principaux intéressés.









OFFICIEL: Everton perd 10 points pour non-respect du FFP

Everton a décidé de faire appel de la décision de la Premier League de déduire 10 points en raison d'une violation des limites de profit et de durabilité du championnat. Avec cette déduction, les «toffees» se retrouvent en position de relégables.

Everton a été sanctionné d'une perte de 10 points au classement pour avoir enfreint les règles de durabilité et de profit de la Premier League.

Les Toffees occupent désormais la place de relégable avec seulement quatre points et se trouvent à la 19e place, juste devant Burnley. Ils devancent Sheffield United et Luton Town.

La nouvelle a eu à peine le temps de se répandre que le club lui-même a réagi dans un communiqué officiel indiquant clairement que la sanction avait pris effet. Avant cela, l'équipe occupait la 14e place du classement.

Cette lourde sanction est le fruit des budgets de Goodison Park qui ne sont pas en règle pour la saison 2021-22 au regard du Fair-Play Financier. Les responsables de la réprimande se demandaient s'il fallait appliquer un veto financier ou lié au marché des transferts, mais ils ont opté pour la réponse la plus sévère.

Everton s'est dit «choqué» et «déçu» par la décision de la Commission de la Premier League. L'équipe a déjà contacté les instances concernées pour leur faire part de son intention de faire appel.

Dans ses observations écrites, l'entité anglaise se plaint de la sévérité, de l'iniquité et de l'illogisme de la décision. Elle s'en prend également à Manchester City, qui est souvent au centre de la controverse lorsqu'il s'agit d'équipes ayant enfreint les limites financières de la compétition, non seulement au niveau national, mais aussi au niveau européen.





ude Bellingham a ajouté une nouvelle corde à son arc en remportant le Golden Boy 2023, moins de trois semaines après avoir remporté le Trophée Kopa, qui récompense également le meilleur joueur de moins de 21 ans de la planète.

Trophée Kopa et Golden Boy. En l'espace de 17 jours, Jude Bellingham a reçu deux prix individuels qui récompensent ses performances en tant que l'un des meilleurs joueurs de la planète et, plus particulièrement, en tant que meilleur joueur de moins de 21 ans.

À tout juste 20 ans, il a enthousiasmé l'Europe entière avec son ascension au Borussia Dortmund et l'a rendue craintive avec son adaptation rapide au Real Madrid.

Vendredi après-midi, 'Tuttosport', qui organise le prix, a donné les résultats lors d'une conférence de presse au cours de laquelle une série de prix ont été décernés ailleurs.

Le Merengue prend le relais de Gavi, qui a remporté le trophée lors de la dernière édition en 2022, pour succéder à son coéquipier Pedri González en 2021.

Si l'on prend 2023 comme année civile, Bellingham a fait 45 apparitions pour 33 victoires, 6 nuls et 6 défaites. Il a marqué 21 buts, dont 2 sur penalty, et délivré 9 passes

Cette saison, il a déjà inscrit 13 buts et délivré 3 passes décisives en 14 matchs avec le Real Madrid.

Hamilton optimiste sur un circuit qui n'est "pas le plus technique"

Lewis Hamilton est optimiste pour le Grand Prix de Las Vegas, compte tenu des caractéristiques de ce nouveau circuit.

Après un Grand Prix de São Paulo catastrophique, où les Flèches d'Argent n'ont cessé de reculer dans la hiérarchie en raison de réglages peu optimaux entraînant une forte dégradation des pneus, Mercedes espère rebondir ce week-end à Las Vegas. C'est un véritable saut dans l'inconnu pour les acteurs de la Formule 1, sur une piste qui n'a absolument rien à voir avec celle d'Interlagos : dans le Nevada, les pilotes vont passer l'essentiel de leur temps pied au plancher, les pleines charges n'étant entrecoupées que par des virages plutôt lents.

Lewis Hamilton a dit avoir vécu «l'un des pires» Grands Prix de sa carrière au Brésil. «La voiture a clairement du potentiel, on a fait deux courses vraiment super avant. On l'a juste mise dans la mauvaise fenêtre, et c'est

notre faute à tous», estime le septuple Champion du monde. Ce potentiel, il compte bien le libérer dans le Nevada, se déclarant «clairement plus» confiant que pour la manche précédente – bien qu'il s'inquiète de la traînée générée par la Mercedes W14 dans ces longues

«Je pense que ça va quand même être un défi, notamment faire fonctionner les pneus ce week-end», analyse Hamilton. «On n'est pas forcément les plus rapides en ligne droite, alors ça va être difficile. On va voir si on peut ne pas perdre trop de temps en ligne droite et tenir le rythme des autres dans les virages. Mais ce circuit n'est pas le plus technique qui soit, alors espérons que ça facilitera un peu les choses.»

Hamilton s'efforce de voir le positif dans la contre-performance réalisée à Interlagos, estimant qu'elle peut exhorter Mercedes à redoubler d'efforts compte tenu de l'écart qui subsiste avec Red Bull Racing et parfois d'autres écuries.



«Je ne sais pas s'il était forcément nécessaire que l'on nous rappelle à quel point on a encore du pain sur la planche, mais il y a toujours de bonnes choses à tirer d'un week-end difficile comme celui-ci. Je suis vraiment reconnaissant de cette expérience [au Brésil], car l'équipe reste consciente qu'on n'est toujours pas aussi proches qu'on aimerait l'être. Par

conséquent, on doit travailler plus dur. On doit simplement faire du meilleur travail dans tous les domaines. Personne dans l'équipe ne se fait d'illusions : on se rend compte qu'on a une grande montagne à gravir», conclut l'Anglais, qui approche du deuxième anniversaire de sa dernière victoire en Grand Prix : le 5 décembre 2021 à Djeddah.





